

Unité départementale du Var  
244, avenue de l'Infanterie de Marine  
BP 50520  
83 041 – TOULON Cedex 9

Toulon, le 10/06/2022

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 03/06/2022

### **Partie nominative**

#### **UNION GRAP'SUD**

40 chemin des Goys Fourniers  
83260 LA CRAU

Affaire suivie par : GIGLIO Stephanie  
Téléphone : 04 88 22 65 40  
Courriel : stephanie.giglio@developpement-durable.gouv.fr  
Références : D-UD83-2022-0326

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 03/06/2022 de l'établissement UNION GRAP'SUD implanté, 40 chemin des Goys Fourniers 83260 LA CRAU. Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.

#### **Les participants à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées, sont :**

- GIGLIO Stephanie, Unité Départementale du Var, Pôle Risques Chroniques, inspecteur de l'environnement

#### **Les participants à l'inspection, hors inspection des installations classées, sont :**

Ruben PARENTI, Union Grap'Sud, Responsable HSE

Le courriel d'échange avec l'administration est rparenti@grapsud.com

Rédacteur	Vérificateur etApprobateur
	
L'inspecteur de l'environnement GIGLIO Stephanie	La Directrice, par délégation l'adjoint au chef de l'unité départementale du Var

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

### **Propositions à l'issue de la visite**

A l'issue de la visite d'inspection du 03/06/2022 de l'établissement UNION GRAP'SUD implanté, 40 chemin des Goys Fourniers 83260 LA CRAU, les constats établis et explicités dans la partie "contexte et constats" du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Pour les constats « susceptibles de suites », l'exploitant doit, dans les délais impartis pour présenter ses observations, respecter les prescriptions concernées tout en transmettant à l'inspection des installations classées par courrier ou courriel, les justificatifs correspondants (selon les cas : commandes, services faits, étude, analyses, photos, etc.). Dans le cas contraire, il pourra être proposé de mettre en demeure l'exploitant de respecter les prescriptions édictées pour les dispositions contrôlées .

- nom : Cessation partielle - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/07/2014 article : 1.3.6

Unité départementale du Var  
244, avenue de l'Infanterie de Marine  
BP 50520  
83 041 – TOULON Cedex 9

Toulon, le 10/06/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 03/06/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **UNION GRAP'SUD**

40 chemin des Goys Fourniers  
83260 LA CRAU

Références : D-UD83-2022-0326

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/06/2022 dans l'établissement UNION GRAP'SUD implanté, 40 chemin des Goys Fourniers 83260 LA CRAU. L'inspection a été annoncée le 10/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Par courrier du 13 janvier 2022 complété les 1<sup>er</sup> janvier 2002 et 16 février 2022, l'exploitant de la société Union Grap'Sud à La Crau a notifié la cessation partielle de ses activités. Il a été délivré récépissé en date du 22 mars 2022. L'objet du présent contrôle est de vérifier les mesures prises pour assurer la sécurité du site dans le cadre de la cessation partielle des activités.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- UNION GRAP'SUD
- 40 chemin des Goys Fourniers 83260 LA CRAU
- Code AIOT dans GUN : 0006400155
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société Union Grap'Sud bénéficie d'un arrêté préfectoral du 29 juillet 2014 et d'un récépissé de bénéfice d'antériorité du 27 décembre 2016 pour l'exploitation sur le territoire de La Crau d'une installation de fabrication de produits dérivés du vin à partir des vins, des lies et des marcs de raisin.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Cessation partielle d'activité/ Mise en sécurité

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**La fiche de constat suivante est susceptible de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Cessation partielle	Arrêté Préfectoral du 29/07/2014, article 1.3.6	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Depuis le 1er mai 2022, les activités de distillation d'alcools de bouche d'origine agricole, de traitement de marcs de raisin et d'extraction d'acide tartrique ont été mises à l'arrêt ; le site exploite toujours une activité de stockage de lies, de marcs et de vins.

Aussi, les activités classées au titre des ICPE perdurant sur le site sont le stockage d'alcools de bouche d'origine agricole (rubrique 4755 de la nomenclature des ICPE au régime de la déclaration) et les installations de remplissage de fioul pour le remplissage des camions de transports (rubrique 1434 de la nomenclature des ICPE au régime de la déclaration). L'exploitant doit transmettre des éléments complémentaires permettant de justifier notamment l'évacuation de l'ensemble des produits chimiques et des déchets présent sur le site le jour de l'inspection dans des filières dédiées.

### **2-4) Fiches de constats**

**Nom du point de contrôle :** Cessation partielle

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/07/2014, article 1.3.6
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Notification
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci, dans les formes définies aux articles R512-39-1 et R512-39-2 du code de l'environnement. La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment : l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ; * des interdictions ou limitations d'accès au site : «la suppression des risques d'incendie et d'explosion ; la surveillance des effets de l'installation sur son environnement. En outre, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 ; Les conditions de réhabilitation du site en fonction de son usage futur seront définies conformément aux articles R512-39-2 à R512-39-4 du code de l'environnement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour du présent contrôle les éléments suivants ont été constatés:</p> <p>4 salariés sont encore présents sur le site pour l'exploitation de l'activité de stockage de lies, de marcs et de vins.</p> <p>Les moyens de lutte contre l'incendie ont été conservés.</p> <p>En dehors des heures d'ouverture, la surveillance du site est maintenue.</p> <p>L'alimentation électrique des bâtiments industriels dédiés au process de distillation d'alcool, de traitement des marcs et d'extraction tartriques a été mis à l'arrêt. Les équipements n'ont pas été démantelés.</p> <p>Les tours aéroréfrigérantes (TAR) ont été arrêtées. Les produits de traitement de l'eau des TAR sont stockés sur rétention avant leur prochaine reprise par le producteur des produits ou leur élimination vers une filière dédiée.</p> <p>L'exploitant doit transmettre à l'inspection les éléments justifiant l'enlèvement des produits de traitement susvisés sous un délai de 1 mois.</p> <p>Les colonnes de distillation et les cuves de stockage des produits dangereux ont été vidées. Les cuves de stockage d'alcools ont été mises en eau.</p> <p>L'exploitant a présenté le registre des déchets et les bordereaux de suivi des déchets dangereux associés.</p> <p>L'exploitant a indiqué que l'ensemble des BSDD en lien avec la cessation partielle des activités du site seront annexés au mémoire de cessation partielle qui sera prochainement transmis. Une vigilance particulière est demandée à l'exploitant pour le bordereau du 1er juin 2022 relatif à l'enlèvement d'huiles usagées (15 01 10*). En effet, il conviendra de vérifier que le poids enlevé est en cohérence avec la pesée réalisée par l'exploitant.</p> <p>2 bennes de DIB, des palettes de bois, les produits chimiques du laboratoire et un stockage de pulpe de raisins doivent encore être évacués.</p> <p>L'exploitant doit transmettre à l'inspection les éléments justifiant l'enlèvement de ces stockages vers des filières dédiées sous un délai de 1 mois .</p> <p>Par ailleurs l'exploitant s'est engagé à poursuivre la surveillance de la qualité des eaux souterraines conformément aux prescriptions de l'arrêté préfectoral réglementant les installations.</p> <p>L'exploitant s'est enfin engagé à transmettre un mémoire relatif à l'ensemble des mesures prises dans le cadre de la cessation partielle de ses activités sous un délai de 8 jours.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet